


ANTIGONE



Carole JOLLAIN
Noah DERFOULI
Directrices

Frédéric LABICH
Chef de service

MISSION

Antigone est un Service Social Spécialisé en Milieu Ouvert qui développe une intervention sociale dans le cadre de deux actions spécifiques :

La prostitution

Lutte contre l'exclusion des personnes pratiquant la prostitution.

Prévention des risques chez les jeunes.

Assistance aux personnes victimes de la traite des êtres humains.

L'action accompagne et vise à l'amélioration des conditions d'existence de toute personne concernée par la prostitution, qu'elle soit en situation ou en risque de prostitution et ce dans une perspective d'accueil à bas seuil d'exigence. L'action du Service Antigone participe à la réduction des risques sanitaires et sociaux au sein de cette population.

La prévention des addictions et soutien à la parentalité

Accueil des personnes orientées par le Parquet de Nancy et de leur famille dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites pénales liées à une infraction à la législation sur les stupéfiants.

Accueil, écoute et accompagnement des consommateurs et de leur famille qui sollicitent le service en direct ou sur les conseils de services partenaires.

Interventions collectives : prévention, information, sensibilisation auprès de groupes.

FINANCEMENT

Agence Régionale de la Santé – Promotion de la Santé.

État - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables.

Délégation Régionale des Droits des Femmes.

Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances.

NANCY MÉTROPOLE - Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

MILDECA - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives.

RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le rayonnement géographique du service est départemental. Néanmoins, l'essentiel de son activité se concentre sur le bassin de vie de la Métropole du Grand Nancy (sortie de terrain, accompagnement social).

Concernant la prévention des addictions, les personnes rencontrées résident sur le sud Meurthe-et-Mosellan.

L'implication d'Antigone dans le réseau national de services spécialisés l'amène à traiter les situations de personnes demeurant sur d'autres villes ou départements. Il s'agit alors de proposer un soutien technique à distance, une prise en charge par le service ou une orientation vers tout autre lieu adapté à la situation de la personne.

Le service Antigone est agréé pour accompagner les personnes engagées dans un parcours de sortie de la prostitution sur les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle

ÉQUIPE

Personnel médico-social

Chef de service.....	0,25 ETP
Infirmier	0,50 ETP
Travailleurs sociaux.....	3,00 ETP
Psychologue	0,30 ETP

▲ PRÉVENTION DES ADDICTIONS ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

- Entretien individuel de prévention : **49**
- Accompagnement social dans la durée : **9 personnes**
- Parents et proches : **8 personnes**
- Prévention collective : **68 ateliers**
 - ➔ Stage de prévention Addiction -Santé sexuelle et consentement
 - Public P.J.J (Protection Judiciaire de la Jeunesse) : **2 stages pour 10 participants**
 - Adultes Addiction France : **5 stages pour 60 stagiaires**
 - Adultes SSSJ-ANNE : **10 stages pour 147 participants**
 - ➔ Mission Locale de Nancy : **38 ateliers représentant 212 jeunes entre 18 et 25 ans**
 - ➔ Intervention Prévention Grand Public (NJP 2023) : **3 manifestations**
 - ➔ Intervention Prévention Public Mineurs et Scolaires : **1 manifestation**
 - ➔ Ateliers et soirées Prévention des risques : **9 manifestations**

8 familles sont engagées dans une démarche de soutien dans la durée et ont maintenu un contact avec le service au 31 décembre 2023

▲ ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL DES PERSONNES EN RISQUE OU EN SITUATION DE PROSTITUTION

- **125 personnes** prises en charge sur l'année dont **34 nouveaux suivis** :
 - 33 personnes rencontrées lors du travail de rue.
Toutes les personnes se sont engagées dans un accompagnement médico-social en journée
 - 92 personnes ne pratiquant pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement médico-social en journée

▲ PRÉVENTION DE LA PROSTITUTION CHEZ LES MINEURS

- 28 ateliers de sensibilisation pour 140 mineurs participants
- 16 mineurs en situation de prostitution ayant abouti à 11 suivis
- 33 ateliers de formation pour 206 professionnels formés/sensibilisés

▲ PRÉVENTION EN SANTÉ ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

- 160 actes de prévention en travail de rue
- 365 démarches de santé accompagnées en journée
- 51 entretiens de soutien en psychologie clinique auprès des usagers et proches
- 962 démarches de prévention / information en maraude numérique

▲ ACCOMPAGNEMENT SOCIAL HORS LA RUE

- 1 620 accompagnements / démarches en journée
- Parcours de sortie de la prostitution :
 - 10 suivis de parcours en Meurthe et Moselle
 - 1 suivi de parcours en Moselle
 - 1 suivi de parcours dans les Vosges
- 30 personnes domiciliées au service Antigone en 2023

80 personnes en accompagnement effectif au 31 décembre 2023



SOMMAIRE

1. FINANCEMENT	2
2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES	2
2.1 Objectif général	2
2.2 Sociologie de la prostitution	3
2.2.1 <i>Sur l'espace public</i>	3
2.2.2 <i>Sur l'espace privé ou semi privé</i>	3
2.3 Public bénéficiaire en 2023	3
2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention	4
2.4.1 <i>Répartition des actes et démarches médico-sociales réalisées en 2023</i>	4
2.4.2 <i>Actions de sensibilisation sur la prostitution</i>	15
2.4.3 <i>Observatoire et évaluation des pratiques – Maraude Numérique</i>	16
2.5 Perspectives 2024	17
3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE	17
3.1 Objectifs de l'action	17
3.2 Moyens mis en œuvre	18
3.2.1 <i>Les moyens humains</i>	18
3.2.2 <i>Les outils mobilisés</i>	18
3.2.3 <i>Les partenaires</i>	18
3.3 Résultats	19
3.3.1 <i>Les entretiens individuels</i>	19
3.3.2 <i>Les interventions collectives</i>	19
3.4 Entretiens de prévention	19
3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J	20
3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes	21
3.7 Actions collectives de prévention	21
3.8 Accompagnements sociaux	22
3.9 Observatoire des pratiques addictives	23
3.10 Perspectives 2024	24
4 FORMATIONS 2023	25

1. FINANCEMENT

Le Service Antigone développe une action de prévention des risques sanitaires et sociaux chez les personnes pratiquant la prostitution financée par :

- ✓ Direction Départementale de la Cohésion Sociale 54 (DDCS) – Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Contrat de ville, Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) Sécurité Communauté Urbaine du Grand Nancy (Métropole de Nancy – FIPD)
- ✓ Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l’Egalité des Chances – AGRASC
- ✓ Délégation Départementale aux Droits des Femmes (54 – 55 – 57 et 88)

Le Service Antigone développe une action de prévention des conduites addictives financée par :

- ✓ Agence Régionale de Santé Délégation 54 sur des crédits fléchés PJJ
- ✓ Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

Nous intervenons en prestation de service auprès de France Addiction (ex-ANPAA), l’association REALISE et la mission locale de NANCY.

2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES

2.1 Objectif général

Il s’agit de prévenir et réduire les risques sanitaires et sociaux chez les personnes en risque ou en situation de prostitution sur le Département de Meurthe-et-Moselle.

Si les personnes qui pratiquent la prostitution de rue se caractérisent par une absence de lien avec les services médico-sociaux de droit commun, la file active du service est aussi constituée de personnes qui peuvent avoir des liens avec des professionnels de l’Aide ou de l’Action Sociale mais qui vont taire leur activité ou leur parcours de « Victimes de la Traite des Êtres Humains ».

La démarche proactive « Aller vers » consiste à engager avec les personnes les démarches nécessaires pour permettre l’accès aux droits et aux soins, préalable incontournable à un éventuel engagement dans un parcours d’insertion sociale et personnel alternatif à une prostitution subie.

En parallèle, le travail de réseaux avec les professionnels de l’action sociale permet de mieux appréhender les situations à risques et d’agir en prévention, notamment en direction de jeunes en rupture ou en grande précarité sociale qui pourraient avoir recours à la prostitution ou d’autres pratiques assimilées.

Le service Antigone dispose de l’agrément pour les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle ainsi que des Vosges depuis novembre 2022. Ces agréments permettent de mettre en place les « Parcours de Sortie de la Prostitution »¹ des personnes qui ont obtenu l’accord de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Êtres Humains aux Fins d’Exploitation Sexuelle.

¹ Le Parcours de Sortie de la Prostitution est une disposition de la loi du 13 avril 2016

2.2 Sociologie de la prostitution

2.2.1 Sur l'espace public

Les mesures de confinement et de couvre-feu liée à la crise sanitaire COVID-19 ont fortement impacté l'activité de prostitution sur l'espace public. Ainsi, après une baisse importante de la file active en 2020 et 2021, on note une très sensible augmentation du nombre de personnes rencontrées soit 33 personnes en 2023 contre 25 en 2022.

Si sur un plan quantitatif la baisse est notoire, sur le plan qualitatif les typologies de populations pratiquant la prostitution de rue à Nancy évoluent peu. La catégorisation des publics en 3 groupes reste pertinente :

- Les personnes étrangères (africaines et pays de l'est) qui arrivent sur Nancy essentiellement par le biais de réseaux de traite des êtres humains,
- Les jeunes en rupture sociale et familiale qui pratiquent une prostitution de subsistance. Leur présence est ponctuelle et elles sont parfois difficilement repérables compte tenu de leurs habitudes de travail et des risques à se confronter à des groupes constitués de femmes étrangères,
- Les personnes qui exercent cette activité depuis de nombreuses années et que l'on peut considérer comme « traditionnelle ». On assiste cependant à une baisse régulière de leur nombre depuis plusieurs années.

2.2.2 Sur l'espace privé ou semi privé

On notera les pratiques suivantes :

- Les personnes qui pratiquent la prostitution indoor (hors de l'espace public) via les sites d'annonces internet. Les clients sont rencontrés dans un logement loué et spécifiquement dédié à l'activité ou à l'hôtel durant de courts séjours (escort-tour).
- Les personnes qui pratiquent une prostitution cachée à l'abri des regards dans certains lieux de résidence ou d'hébergement temporaire.

2.3 Public bénéficiaire en 2023

On notera :

- Une prostitution de rue qui reste visible mais en nette diminution.
- Les personnes rencontrées « hors la rue » représentent désormais la majorité des personnes suivies par le service.
- Les interventions des professionnels se développent désormais sur l'ensemble du territoire de la Meurthe-et-Moselle.
- Le service intervient auprès d'associations partenaires accueillant des demandeurs d'asile afin d'identifier d'éventuelles situations à risque de Traite des Êtres Humains actuelles ou passées à Epinal, Bar-Le-Duc et Metz.

- L'Association ARS Antigone dispose de l'agrément délivré par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pour intervenir sur les départements des Vosges et de la Moselle.
- L'existence d'une prostitution cachée, essentiellement par internet.

	Public rencontré lors du travail de rue		Suivi social hors la rue		Total	
	Effectif	Variation	Effectif	Variation	Effectif	Variation
2019	60	0%	63	+10%	123	+5%
2020	35	-42%	72	+14%	107	-13%
2021	23	-22%	83	+15%	106	-1%
2022	25	+9%	83	-	108	+2%
2023	33	+30%	92	+11%	125	+16%

La file active augmente sensiblement par rapport à l'année 2022 et se caractérise comme suit :

- Sur 40 personnes repérées lors des maraudes, 33 personnes ont été contactées et, comme en 2022 toutes les personnes ont engagé des démarches médico-sociales en journée.
- 92 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et qui se sont engagées dans un accompagnement en vue d'améliorer leur situation personnelle ou pour tenter de s'engager dans la réalisation d'un projet alternatif.

Au total, ce sont 125 personnes qui ont bénéficié d'une intervention du service en 2023.

2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention

2.4.1 Répartition des actes et démarches médico-sociales réalisées en 2023

L'action du service a généré 160 contacts sur l'année auprès des 33 personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue contre 190 en 2022. L'activité de rue est en baisse significative depuis 2020. Les principales thématiques abordées concernent la santé (prophylaxie des IST/VIH/hépatites, etc.), l'accès aux droits et à la santé.

L'accompagnement de jour des 125 personnes (voir tableau ci-dessus) a permis de réaliser 3158 actes sur l'année qui se déclinent comme suit :

		Nombre d'actes par action	%	Total des actes médico-sociaux	%	TOTAL des actes sur le programme PROSTITUTION en 2023
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention auprès des jeunes	28	7.6%	365	11.6%	3158
	Accompagnement, démarches de soins et dépistages	237	64.9%			
	Coordination « suivis en santé »	100	27.3%			
	Suivi psychologique	51		1.6%		
	Prévention santé en travail de rue	160		5.1%		
	Prévention santé en Maraude Numérique	962		30.5%		
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVES	Accompagnement, démarches sociales et administratives	540	33.4%	1620	51.3%	
	Accès aux droits des personnes prostituées	500	30.8%			
	Accompagnement aux projets d'insertion sociale	580	35.8%			

Les interventions en santé (Information, accès aux soins et prévention auprès des mineurs et jeunes majeurs) représentent 48.7% du total des actes réalisés (32% en 2022 contre 42% en 2021).

2.4.1.1 La file active du service en 2023

La file active des personnes suivies par le service se distingue en deux catégories.

La première correspond aux personnes qui pratiquent la prostitution de rue et qui sont rencontrées lors des maraudes. Le second groupe est constitué des personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et/ou qui sont engagées dans un projet d'insertion.

Les effets de la crise sanitaire de 2020 à 2022 continuent de bouleverser le paysage de la prostitution auquel il convient d'ajouter les mesures de pénalisation des clients mises en place par la loi de 2016 portant sur la lutte contre la prostitution.

Le service dispose désormais des agréments préfectoraux pour intervenir sur trois départements (Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges). De ce fait le service a accompagné 18 personnes dans les parcours de sortie de la prostitution. Les professionnels sont aussi intervenus en Meuse en soutien de l'Association CIDFF55 pour la préparation des dossiers de 7 personnes souhaitant bénéficier du dispositif « Parcours de sortie de la Prostitution ».

L'obtention d'un financement de la Délégation Régionale aux Droits des Femmes via l'AGRASC (Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués) a permis le recrutement d'un travailleur social (1 ETP) et d'une psychologue (0.30 ETP) afin de répondre aux besoins identifiés sur les thématiques de la prostitution des mineurs et le basculement des pratiques de prostitution sur les réseaux sociaux et internet. Le service a créé un site dédié aux personnes qui proposent des prestations

sexuelles/érotiques pour intensifier les maraudes numériques et améliorer l'accès à l'information et aux droits de ces publics.

Au total 962 personnes différentes ont été contactées pour délivrer une information sur la prévention des risques en santé et des risques psychosociaux en lien avec la pratique de la prostitution.

2.4.1.1.1 Le travail de rue

Le travail de rue n'est plus le principal moyen de contacter les personnes pratiquant la prostitution (33 personnes contactées en 2023 contre 60 en 2019 et 140 en 2013). Les professionnels, toujours bien identifiés par le public, maintiennent cependant une présence régulière sur les rues de la Métropole de Nancy.

L'action principale se décompose en deux temps. Le premier consiste à établir le contact avec les personnes au travers des « maraudes » en proposant du matériel de prévention (Préservatif, lubrifiant, gel antibactérien, etc...) associé à une information actualisée sur les risques sanitaires et sociaux liés à la pratique de la prostitution de rue. Il s'agit ensuite de proposer un accompagnement vers les dispositifs de dépistage et de soins selon la demande exprimée par la personne ou le besoin identifié par les professionnels.

Les sorties de terrain se déroulent de 22h00 à 3h00 du matin. L'équipe est composée d'un binôme homme-femme avec la présence une fois sur deux d'une infirmière de prévention. Le véhicule est adapté pour recevoir les personnes seules ou en groupe. Les intervenants médico-sociaux proposent un temps de pose autour d'une tasse de café ou de thé. Au-delà de la prophylaxie des IST, les échanges portent sur différents sujets qui préoccupent les personnes tels que leurs conditions de vie, leurs éventuelles difficultés sociales ou personnelles.

Les intervenants proposent du matériel de prévention, répondent aux demandes formulées et invitent à rencontrer le service en journée essentiellement pour réaliser des démarches de santé et faciliter l'accès aux droits sociaux.

Sur le travail de rue, on note que 82% des personnes repérées ont été contactées. Au total, le service a établi 160 contacts pour 33 personnes.

	Moyenne des contacts par sortie en 2023	Moyenne des contacts par sortie en 2022
1er trimestre	12	12
2ème trimestre	13	10
3ème trimestre	9	13
4ème trimestre	10	11

2.4.1.1.2 Les accompagnements médicaux et sociaux en journée

Le travail de rue crée un lien qui permet d'engager, avec les personnes qui le souhaitent, un accompagnement durable en dehors du cadre des sorties de nuit. Ainsi, pour l'année 2023, 33 personnes se sont engagées dans un accompagnement médico-psycho-social en journée.

92 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement à la réalisation d'un projet alternatif parmi lesquelles on dénombre 50 nouvelles entrées soit 40% de la file active :

- 28 femmes en grande difficulté sociale (emploi, hébergement, etc...) et qui rencontrent d'importants problèmes de santé et/ou de toxicomanie. Elles pratiquent ponctuellement une prostitution de subsistance. L'action du service porte alors sur l'amélioration des conditions d'existence et l'accès aux soins et aux traitements.
- 9 personnes qui pratiquent la prostitution sur internet (pour 962 contacts en maraude numérique).
- 24 personnes qui ont bénéficié de l'intervention du service sur sollicitation d'un service partenaire, essentiellement des personnes ayant eu un parcours de migration.
- 2 personnes qui ont bénéficié d'un hébergement en lien avec le dispositif AcSé pour la protection des victimes de la traite des êtres humains.
- 18 personnes qui sont engagées dans un projet d'insertion au long cours dans le cadre d'un parcours de sortie de la prostitution.
- En outre, le service a été sollicité à 16 reprises pour intervenir auprès de mineur(e)s en soutien des professionnels de la P.J.J ou missionnés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance de Meurthe-et-Moselle. Ces interpellations ont abouti à 11 suivis.

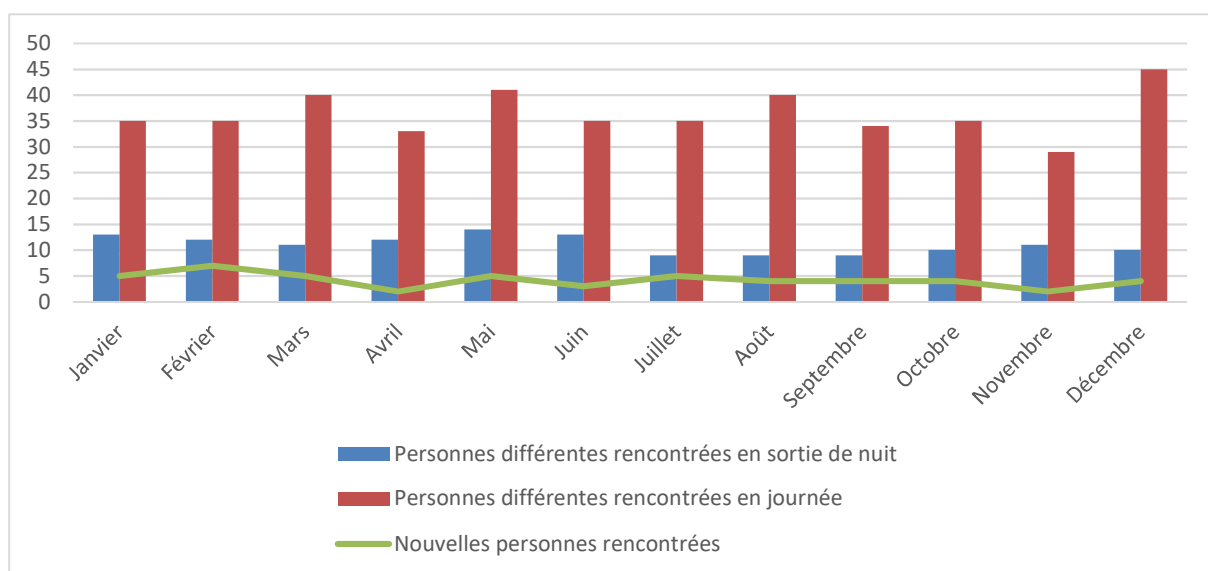
2.4.1.1.3 Les contacts en 2023

La file active des personnes rencontrées en maraude est en diminution depuis la mise en place de la loi contre l'achat de service sexuel qui vise les clients. La loi de 2016 semble générer deux types d'attitudes chez les personnes qui se prostituent. En premier lieu, on constate un déplacement de la prostitution sur les espaces privés via les sites de rencontres par internet ou les réseaux sociaux. Mais les professionnels du service sont aussi sollicités par certaines personnes pour bénéficier des mesures proposées par le dispositif « Parcours de sortie ». Elles se prostituent moins souvent sur la rue et sont davantage rencontrées en journée.

Nombre de contacts	Personnes rencontrées en sortie de nuit	%	Personnes rencontrées en journée	%
Moins de 5	7	21%	8	9%
Entre 5 et 9	13	39.5%	25	27%
Entre 10 et 20	13	39.5%	23	25%
Plus de 20	-	-	36	39%
Total effectifs	33	100%	92	100%

21% des personnes rencontrées sur la rue sont vues moins de 5 fois sur l'année 2023 contre 23% en 2022, tandis que 39.5% des personnes rencontrées en journée le sont au moins 10 fois contre 40% en 2022.

2023	Personnes différentes rencontrées en sortie de nuit	Personnes différentes rencontrées en journée	Nouvelles personnes rencontrées
Janvier	13	35	5
Février	12	35	7
Mars	11	40	5
Avril	12	33	2
Mai	14	41	5
Juin	13	35	3
Juillet	9	35	5
Août	9	40	4
Septembre	9	34	4
Octobre	10	35	4
Novembre	11	29	2
Décembre	10	45	4



Compte tenu d'un effectif en baisse des personnes pratiquant la prostitution de rue, et du fait que toutes les personnes rencontrées étaient connues du service en journée, le service s'est adapté en fonction des besoins identifiés. Ainsi, la fréquence des sorties a été diminuée pour mieux répondre aux besoins d'accompagnement en journée.

2.4.1.1.4 Les premières rencontres

Le service a rencontré 50 nouvelles personnes en 2023.

Première rencontre	Effectif	%
Public hors la rue	47	94%
Public rue	3	6%
Total	50	100%

2.4.1.2 Les données sociodémographiques des personnes rencontrées en 2023

2.4.1.2.1 La répartition du public selon la nationalité et le type d'activité

Pays d'origine	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
France	12	37%	24	26%	36	28%
Europe de l'Est	9	27%	7	7.5%	16	13%
Afrique Sub-saharienne	7	21%	58	63%	65	52%
Amérique du Sud	5	15%	3	3.5%	8	7%
Total	33	100%	92	100%	125	100%

En 2023, les personnes pratiquant la prostitution de rue sont majoritairement étrangères, soit 53% (contre 60% en 2022). Il en est de même pour celles qui ne sont rencontrées qu'en journée. Si les personnes en provenance d'Afrique représentent la moitié de la file active totale du service (52%), on notera qu'en prostitution de rue elles ne représentent plus que 21% des personnes rencontrées lors des maraudes (contre 60% en 2022). On notera une augmentation du nombre de personnes françaises (28% en 2023 contre 21% en 2022). Cette variation est essentiellement due aux demandes d'intervention auprès des jeunes mineurs pris en charge par la PJJ et les services de l'Aide Sociale à l'Enfance.

2.4.1.2.2 L'âge et le genre

Sexe/genre	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Transgenre	5	15%	2	2%	7	5.5%
Homme	2	6%	1	1%	3	2.5%
Femme	26	79%	89	97%	115	92%
Total	33	100%	92	100%	125	100%

Age	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Moins de 20	-	-	11	12%	11	9%
De 20 à 24	5	15%	25	26%	30	24%
De 25 à 34	9	27%	33	36%	42	33%
De 35 à 44	12	36%	14	16%	26	21%
45 et plus	7	22%	9	10%	16	13%
Total	33	100%	92	100%	125	100%

La question de la prostitution des mineurs est également une réalité, mais qui est complexe. Le service n'a cependant pas constaté d'augmentation sensible du nombre de personnes de moins de 20 ans dans la file active. La prostitution des mineur(e)s est absente de l'espace public et se retrouve surtout sur internet et les réseaux sociaux qu'il est particulièrement difficile d'atteindre.

2.4.1.3 Les typologies des démarches et accompagnements en 2023

2.4.1.3.1 Les objectifs

Les objectifs de l'intervention rue se déclinent comme suit :

- Agir sur les précarités qui ont conduit à la pratique de la prostitution,
- Agir sur les contraintes personnelles, économiques et sociales au travers d'un projet d'insertion,
- Améliorer le quotidien des personnes prises en charge et proposer des alternatives crédibles à la pratique de la prostitution,
- Créer les conditions favorables à une prise de décision éclairée pour les personnes pratiquant la prostitution,
- Garantir l'accès à la santé.

2.4.1.3.2 L'accompagnement aux démarches de santé

Toutes les personnes accompagnées dans une démarche de santé font l'objet d'un « bilan » de situation (droit à l'assurance maladie, dernier dépistage réalisé, vaccination, campagne de prévention des cancers, médecin traitant identifié).

L'action du service a généré 237 démarches en santé en journée contre 224 en 2022.

Les interventions en santé représentent 32% de l'activité du service (42% en 2021 et 39% en 2020).

Thématique démarches de soins	Démarches	%
Dépistage	32	11%
Vaccination	15	1%
Prévention et conseil en santé	110	30.5%
Accompagnement, soins et consultation	80	48%
Total	237	100%

2.4.1.3.3 La synthèse de la réalisation des objectifs en santé

Rappel des objectifs à priori	Indicateurs	Objectifs atteints Oui/non/partiellement	Raisons de l'écart
- Etablir un contact avec les personnes pratiquant la prostitution.	Quantitatif : Pers touchée/effectif décompté	Partiellement : 33 82% de la population repérée dans la rue soit 33 personnes contactées sur 40 repérées.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Difficulté à contacter les personnes pratiquant la prostitution clandestine ou dans des lieux privés. Information des services en contact avec les publics cibles de l'action.
- Diffusion d'une information sur les pathologies/les risques et leurs prophylaxies.	Qualitatif : Amélioration des connaissances. Modification des comportements.	Totalement : 125 100% de la population repérée soit 125 personnes. Contact Maraude Numérique : 962.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération.
- Maraude Numérique	Quantitatif : Nbre de personnes contactées.	Partiellement : 962 962 contacts et renvoi vers le site AARS Antigone.	Le retour des contacts établis lors des maraudes numériques est faible. 15 retours pour 962 contacts de personnes différentes identifiées sur les sites d'annonces et réseaux sociaux.
- Accompagner dans les démarches d'accès aux soins et aux droits.	Quantitatif : Nombre de demandes. Nombre de démarches de santé et d'accès aux droits. Adhésion aux traitements.	Partiellement : 48% 60 personnes accompagnées.	Le service pose le principe d'une obligation de moyens en réponses aux demandes/besoins des personnes. Des demandes sont restées sans réponse du fait de l'absence de la personne au rendez-vous.

2.4.1.3.4 Les interventions de la psychologue en 2023

Ce rapport se base sur l'activité de la psychologue arrivée au sein du service Antigone le 1^{er} mars 2023 à raison de 0.30 ETP, soit 6 jours par mois en moyenne. Cette prise de fonction s'inscrit dans le projet d'ouverture du service à l'accueil des mineurs et jeunes majeurs ayant recours à la prostitution.

2.4.1.3.4.1 Les missions du psychologue

Après du public

La psychologue accompagne majoritairement des mineurs et jeunes majeurs mais il lui est possible de recevoir également des majeurs en situation de prostitution lorsqu'ils sont en demande d'un soutien psychologique. Dans le cadre de l'accueil des mineurs, la psychologue peut également proposer un soutien psychologique aux parents.

L'accueil des personnes concernées se fait sur des temps d'entretien individuels. La durée et la récurrence de ces entretiens ne sont pas prédéfinies mais sont établies en fonction des besoins, de la disponibilité et de l'investissement de la personne.

L'accompagnement se dit thérapeutique c'est-à-dire que la psychologue propose à la personne un espace confidentiel et de confiance pour s'exprimer sur ses émotions et événements vécus. Elle va être amené à les mettre en lien avec leur histoire de vie personnelle dans une optique de

compréhension, de mise en sens et d'élaboration de leur parcours de vie et de leurs propres processus psychiques.

Parler de soi n'est pas tâche facile d'autant plus lorsqu'en la personne résonne des vécus traumatiques. C'est pourquoi la psychologue peut travailler avec d'autres outils que la parole comme des cartes spécifiques pour favoriser l'association libre ou travailler les émotions par exemple.

En ce sens le début de l'année 2024 sera marqué par l'élaboration d'un projet d'atelier thérapeutique basé sur la médiation corporelle et pensé pour les filles mineures ou jeunes majeures en situation de prostitution (Descriptif en annexe 1).

Enfin, la psychologue participe à la création et à l'animation des ateliers de prévention destinés aux mineurs. Ces ateliers peuvent être réalisés au sein de toutes structures recevant des mineurs (de 12 à 18 ans) et souhaitant les sensibiliser et les amener à échanger autour de différentes thématiques telles que la sexualité, le consentement, le harcèlement, les relations amoureuses, la prostitution, la consommation de stupéfiants, etc...

Au-delà de l'aspect préventif, ces ateliers sont aussi un moyen de rencontre et de mise en relation avec les jeunes ayant des comportements à risque mais étant en difficultés pour en parler.

Après de l'équipe

Les missions de la psychologue s'inscrivent dans un travail d'équipe pluridisciplinaire. Ainsi les accompagnements et les missions de chacun sont parlés et réfléchis lors de réunions d'équipe. La psychologue peut apporter un éclairage clinique, un soutien et une écoute pour des situations qui seraient vécues comme difficile.

La création d'un site internet a été le sujet d'un travail d'équipe auquel la psychologue a participé, tant dans la forme que dans le contenu. L'écriture d'un article sur le mécanisme de l'emprise a d'ailleurs été rédigé dans le but de le publier sur le site et donc de le rendre accessible à tout public (Texte en annexe 2).

Après des partenaires

Le travail au sein d'Antigone est étroitement lié aux partenaires extérieurs, soit les structures et services qui accompagnent de manière régulière le public que nous recevons, pour en citer quelques-uns : CMP, MECS, ASE, PJJ, Mission Locale.

Lors des premiers mois de l'expansion du service au travail avec les mineurs et jeunes majeurs, la psychologue a participé à la prise de contact avec tout type de structures accompagnant ce public dans la région. Les missions ont alors été de contacter les structures, leur présenter notre service et nos différents types d'interventions ainsi qu'échanger sur le public qu'ils reçoivent.

Notre service étant repéré par différents partenaires c'est également eux qui peuvent nous contacter pour une demande d'accompagnement autour de situations inquiétantes.

La psychologue intervient alors également sur des temps de réunions d'équipe extérieures pour déplier avec les professionnels une situation qui les inquiète sur le versant conduites sexuelles à risque et prostitutionnelles. Le travail est alors d'éclaircir la situation du ou de la jeune en question et de soutenir/aiguiller l'équipe dans sa compréhension et son accompagnement.

2.4.2.3.4.2 La quantification de l'activité

Entretiens	2023
Entretiens avec mineurs	15
Entretiens avec jeunes majeurs	10
Entretiens avec majeurs	15
Entretiens avec parents	10

	2023
Réunions d'équipe Antigone	20
Journées de formation	3

	2023
Contacts téléphoniques avec partenaires	30
Interventions ateliers prévention	6
Interventions réunions partenaires	10

2.4.1.3.5 Les démarches d'insertion sociale

Thématique démarches sociales	Nombre de personnes concernées	Nombre de démarches	%
Accès aux droits santé	60	200	12.3%
Accès aux droits sociaux	64	250	15.4%
Droit au séjour	37	300	18.5%
Emploi formation	38	200	12.3%
Enfance et famille	34	200	12.3%
Gestion budgétaire	37	260	16%
Logement	20	170	10.5%
Justice	3	15	0.9%
Autres	8	25	1.5%
Total	-	1620	100%

2.4.1.3.6 L'accès aux droits

Les démarches d'accès à un titre de séjour représentent 18.5% du total des démarches sociales engagées par le service en 2023 (34% en 2022).

L'accès aux droits à la santé concerne 60 personnes et représente 200 démarches auprès des organismes. Le travail des intervenants sociaux consiste à soutenir l'accomplissement des démarches, améliorer la connaissance des dispositifs et procédures pour favoriser l'autonomie des personnes rencontrées. Le contrôle des droits est systématiquement réalisé par les membres de l'équipe ainsi, toutes les personnes en lien avec le service disposent d'une couverture sociale au terme de la prise en charge.

Les interventions sociales, hormis la question du droit au séjour, concernent davantage les personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue. Cette différence est liée au fait que les personnes

étrangères pratiquant la prostitution de rue ne peuvent pas disposer des mêmes droits du fait de leur statut sur le territoire (ressources, droit au travail, etc...).

Sur 125 personnes accompagnées par le service, 24 ont bénéficié d'une domiciliation administrative.

2.4.1.3.7 La gestion budgétaire et le logement

L'accompagnement à la gestion budgétaire représente 16% des interventions sociales contre 12% en 2022. Par ailleurs, 10.5% des interventions sociales portent sur le logement (gestion locative et savoir habiter pour les personnes hébergées en direct par le service, recherche de logement et orientation vers les dispositifs adaptés des bénéficiaires d'un parcours de sortie de la prostitution).

24 personnes disposent d'un compte usager au service. Avec l'accord de la personne, l'Association peut percevoir certaines allocations (RSA, AAH) et ainsi l'accompagner dans la gestion budgétaire (Paiement des charges locatives, épargne). Il permet aussi à des personnes qui ne disposent pas de compte personnel du fait de leur statut, de régler des factures ou des amendes (Etablissement de chèques sur le principe des avances/remboursements) grâce au compte « usagers » de l'Association.

Les intervenants sociaux du service interviennent directement auprès des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui sont hébergées ou disposent d'une domiciliation au service. Ils favorisent la mise en place d'un projet d'insertion dans le cadre de leur fonction de référent unique. Par ailleurs, on constate une augmentation des difficultés financières chez les personnes bénéficiaires des minimas sociaux, du fait de la baisse du nombre de clients en prostitution de rue.

2 personnes ont été hébergées par le service et ont pu obtenir le statut de réfugié. 2 personnes ont pu bénéficier d'un relogement.

2.4.1.3.8 Le parcours de Sortie de la Prostitution

Le service Antigone dispose de l'agrément pour accompagner les bénéficiaires du dispositif Parcours de Sortie de la Prostitution (PSP) pour les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges.

94% des demandes pour intégrer le dispositif concerne des personnes étrangères. Une Autorisation Provisoire de Séjour (APS) est délivrée pour la durée du parcours, lequel ne pourra pas excéder deux ans. Les personnes sans ressources dont les dossiers ont été validés par la Commission Départementale peuvent bénéficier d'une allocation différentielle (Aide Financière à l'Insertion Sociale et Professionnelle) d'un montant de 340€ pour une personne seule. Au terme du parcours les personnes peuvent se voir délivrer un titre de séjour. L'accès à l'emploi et à la formation est un axe majeur pour les personnes qui sont engagées dans un parcours de sortie de la prostitution. L'apprentissage du français est un préalable essentiel pour pouvoir débiter un parcours d'insertion professionnel.

En 2023, 18 dossiers ont été engagés ou poursuivis sur les trois départements.

Département	
Meurthe-et-Moselle	9
Moselle	2
Vosges	7

2.4.2 Actions de sensibilisation sur la prostitution

Le service propose plusieurs actions de formation et de sensibilisation sur la question de la prostitution. Les professionnels d'Antigone ont développé des outils spécifiques à chaque thématique abordée :

- Des journées ou demi-journées de formations/sensibilisation sur la thématique générale de la prostitution à destination des professionnels et de l'ensemble des acteurs en lien avec les personnes qui se prostituent ou qui sont victimes de la « Traite des Êtres Humains aux Fins d'Exploitation Sexuelle ».
 - Il s'agit de faire une présentation des missions du service, des publics accompagnés, du travail d'identification des victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle. La création de ce réseau de partenaires susceptibles d'identifier le public « Antigone » permet ensuite d'entamer un travail de collaboration entre le travailleur social du site partenaire, l'utilisateur et le service Antigone. L'objectif final est de pouvoir rencontrer les usagers de ces structures, qui ont connu ou se trouvent en situation de prostitution afin de leur proposer un accompagnement social pouvant déboucher sur un accès au droit au séjour au moyen de différents dispositifs comme la demande d'asile et/ou le parcours de sortie de prostitution.
- La prévention de la prostitution chez les mineurs avec l'escape room dénommée « FIONA » à destination des professionnels et des adultes.
 - Les professionnels se sont déplacés sur 15 sites et ont animés 33 séances de formation sur le dépistage et l'identification de pratiques prostitutionnelles chez les jeunes. 206 professionnels/acteurs de terrain auprès des jeunes ont été sensibilisés.
- La prévention du harcèlement et la sensibilisation à la question du consentement avec le jeu de rôle dénommé « ISABELLE » à destination des mineurs et des jeunes majeurs.
 - Les professionnels du service se sont déplacés sur 10 lieux d'accueil et de résidence pour animer 28 ateliers. Ainsi, 160 mineurs et jeunes majeurs ont été sensibilisés.
- Les ateliers d'échange sur la thématique Santé Sexuelle à destination des mineurs et des jeunes majeurs.

Pour l'année 2023, le service est intervenu sur les trois départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges.

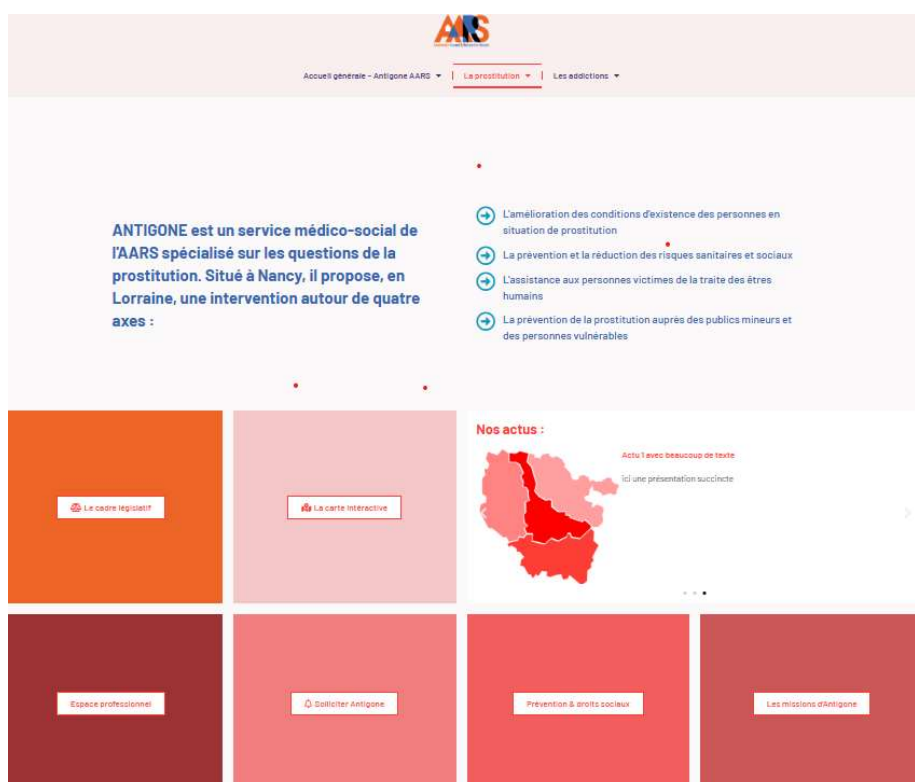
Ateliers de prévention et formations en 2023	Meurthe-et-Moselle	Moselle	Vosges	Total
Prostitution des mineurs « FIONA »	25	8	-	33
Harcèlement et consentement « ISABELLE »	22	4	2	28
Prévention et Santé Sexuelle	2	-	1	3
Formation généraliste sur la prostitution	6	3	2	11
Formation Traite des Êtres Humains	5	2	-	7
Total	60	17	5	82

2.4.3 Observatoire et évaluation des pratiques – Maraude Numérique

La méthode consiste à consulter régulièrement les annonces qui paraissent sur une liste de sites de petites annonces généralistes ou spécialisées et d'identifier les propositions de prestations dans chaque ville/département de Lorraine. Chaque semaine, l'équipe d'Antigone alimente une base de données pour suivre les évolutions qualitatives et quantitatives de ce phénomène sur l'ensemble de la Région.

	Meurthe-et-Moselle	Moselle	Vosges	Total
Maraude Numérique	359	345	262	962

Les professionnels du service envoient un lien par internet et SMS pour proposer aux personnes de consulter le site internet créé à cette occasion :



2.5 Perspectives 2024

Le travail engagé depuis plusieurs années pour élargir le champ d'intervention du service au-delà de la Métropole de Nancy permet désormais de proposer une aide et une assistance aux personnes concernées par la prostitution et/ou la traite des êtres humains sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle et des départements limitrophes (Moselle, Vosges et Meuse). Ces actions de formation et de soutien aux professionnels seront consolidées pour permettre au plus grand nombre d'utilisateurs des services de bénéficier des moyens d'aide permettant l'amélioration de leurs conditions d'existence. L'année 2024 aura aussi pour objectif d'investir les nouveaux lieux de pratique de la prostitution sur internet et les réseaux sociaux en mobilisant les outils mis en place avec le concours de l'Université de Lorraine en 2021. Pour ce faire, le service a obtenu le financement d'une action spécifique sur une durée de 18 mois pour prévenir et réduire le recours à la prostitution des mineur(e)s et des jeunes majeur(e)s vulnérables qui utilisent internet et les réseaux sociaux.

Cette démarche proactive, « aller au-devant des personnes », mise en place par le service n'est cependant pas suffisante. Le dispositif de maraude numérique doit s'appuyer sur les moyens d'aide et d'accompagnement existants sur les territoires d'interventions. C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'organiser un réseau de professionnels susceptibles d'être mobilisés pour le repérage et la prise en charge des personnes.

Une demande de subvention complémentaire a été déposée en 2024 dans le cadre d'un appel à projet pour consolider l'offre de service sur le volet paramédical et psychologique sur les territoires d'intervention de Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges.

3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE

3.1 Objectifs de l'action

En pratique, il s'agit de rencontrer dans le cadre d'un ou plusieurs entretiens les consommateurs pour :

- Informer sur les risques associés à la consommation,
- Délivrer une information sur différents thèmes en lien avec la prévention des conduites à risques et les produits,
- Evaluer la consommation des personnes accueillies,
- Permettre aux personnes de s'interroger sur leur consommation et favoriser une prise de conscience des conséquences sanitaires, psychosociales et judiciaires liées à leur conduite,
- Amener les personnes à développer des compétences personnelles et favoriser un environnement favorable à la non-consommation,
- Orienter les personnes évaluées en « usage problématique » vers des structures adaptées.

Les mesures « rappel à la loi avec orientation » et « stage de sensibilisation aux dangers des drogues » constituent une alternative aux poursuites judiciaires offertes aux personnes interpellées dans le cadre d'une infraction à la législation aux stupéfiants. La prévention des récidives et l'information exhaustive des dangers liés à une consommation de produits pouvant entraîner une addiction est un enjeu majeur de santé publique auprès d'un public déjà consommateur. L'expérience du service depuis 2005 a

permis de mettre en évidence les comportements de consommation des personnes rencontrées, notamment sur les consommations de tabac et d'alcool. Ainsi, le professionnel qui rencontre les personnes propose depuis 2009 une information sur les dangers liés à la consommation chronique et abusive de ces produits.

3.2 Moyens mis en œuvre

3.2.1 Les moyens humains

Moyens en personnel			
Fonction	Qualification	En heure	Total
Travailleur social	Educatrice spécialisée DE	653	721
Psychologue	Psychologue clinicienne	6	
Chef de Service	Assistant de service Social DE	62	

3.2.2 Les outils mobilisés

- Informations sensibilisation (information accueil – informations collectives),
- Prévention individuelle (accueil individualisé de prévention),
- Prévention – Actions auprès de groupes (ateliers pédagogiques, groupes de paroles),
- Dépistage – Repérage précoce,
- Prise en charge individuelle, accompagnement (prise en charge sociale, éducation à la santé).

3.2.3 Les partenaires

- Maison de la Justice et du Droit
- La Protection Judiciaire de la Jeunesse 54
- Les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (UAU – UAE – REMM)
- REALISE
- La Maison des Adolescents de Nancy
- Service de Soins
- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) du CHRU de Nancy : consultation cannabis – alcoologie – tabacologie
- Centre Médico-Psychologique Adultes et Adolescents
- Les services d'Action Sociale
- Les associations intervenant sur le champ de la santé et plus particulièrement de l'addiction et des dépendances : l'Echange, France Addiction, AIDES Réseau ville, hôpital, toxicomanie
- Le Service Social Départemental
- Les Services de Protection de l'Enfance
- Les services et établissements sollicitant une intervention du service en action collective de prévention

- L'Education Nationale : Etablissements scolaires
- L'ensemble des Services Sociaux de Droits Communs en contact avec les publics à risques
- Les parents et conjoints
- La Mission Locale de Nancy

3.3 Résultats

3.3.1 Les entretiens individuels

- Entretien de prévention : 79 personnes reçues

Les entretiens individuels concernent les personnes orientées par le parquet dans le cadre d'une mesure alternative aux poursuites pénales. Les jeunes adressés par les services de réparation pénale de l'Association REALISE, le Service Territorial en Milieu Ouvert et Insertion (STEMOI) de Nancy, France Addiction et le Service Socio-Judiciaire ANNE de l'Association REALISE (SSJ ANNE).

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 15 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels.

3.2.2 Les interventions collectives

69 interventions collectives sur l'année 2023 :

- 38 interventions ont été réalisées pour 212 jeunes accompagnés par la Mission Locale de Nancy,
- 2 stages de prévention auprès des publics suivis par la P.J.J 54 (STEMOI de Nancy) qui ont permis de rencontrer 25 jeunes dans le cadre d'ateliers collectifs et groupes de paroles,
- 5 stages organisés par l'Association France Addiction auprès de 60 personnes,
- 11 stages de sensibilisation aux dangers des drogues auprès de 147 personnes,
- Le service est intervenu sur 1 établissement scolaire de l'agglomération soit un total d'environ 120 jeunes collégiens,
- 3 soirées de prévention Festival Nancy Jazz Pulsation 2023,
- 8 ateliers et soirées de prévention sur les lieux de vie (Foyer de Jeunes Travailleurs et MECS).

3.4 Entretiens de prévention

Les personnes interpellées à la suite d'une infraction à la législation sur les stupéfiants se voient proposer une mesure alternative aux poursuites pénales. Elles sont alors orientées vers un délégué du procureur pour un « rappel à la loi ». Ce dernier oriente vers un service de prévention des addictions

et de la toxicomanie. Les personnes disposent d'un délai fixé entre un et deux mois pour rencontrer un professionnel de l'action sociale formé aux questions de toxicomanie et de dépendance.

	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Entretien de prévention	26	60	Travailleur social référent

Nous n'avons pas eu de sollicitations des parquets pour des mesures individuelles d'avertissement avec orientation. Il apparaît ainsi un usage plus fréquent des mesures d'avertissement simple (rappel à la loi sans orientation vers un service de prévention) de la part du Parquet. On notera par contre une augmentation du partenariat avec la PJJ, l'Association REALISE et la Mission Locale.

3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J

Le volet P.J.J de l'action développe deux types de programme : intervention individuelle et intervention collective en direction d'un public de jeunes pris en charge au titre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et leurs parents.

La réponse collective s'inscrit dans plusieurs cadres dès lors qu'un groupe est constitué :

- Le stage de sensibilisation mis en place sous le contrôle du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 54 pour des jeunes consommateurs ayant commis une infraction à la législation sur les stupéfiants,
- Le stage citoyen mis en place par les équipes de travailleurs sociaux dans le cadre des mesures de réparation pénale,
- Une action de prévention auprès de jeunes identifiés par les éducateurs de la P.J.J par des prises de risques liées à une consommation de produits psychoactifs.

La réponse individuelle consiste à organiser un programme de plusieurs temps de rencontre avec la personne orientée en regard du diagnostic fait par les référents éducatifs de la P.J.J ou compte tenu des faits reprochés au mineur.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	PJJ 54	3	5	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		2	6	Chef de Service et travailleur social référent PJJ
Intervention module santé		2	8	Travailleur social référent
Accueil individuel des mineurs suite au stage de sensibilisation		12	25	Travailleur social référent
Rendez-vous jeunes repérés en consommation problématique		25	90	Travailleur social référent
Accueil des parents		3	6	Psychologue
Mesure accompagnement à domicile, soutien à la parentalité à la suite des rencontres parents / adolescents		13	64	Travailleurs social référent
Total PJJ			204	

32 mineurs ainsi que 3 parents ont été rencontré en entretien individuel.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 8 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes

Le Service Antigone intervient auprès de personnes adultes participants aux Stages de Sensibilisation aux Dangers des Drogues de l'Association France Addiction (ex-ANPAA) sur le volet « risques pour la société ». 50 personnes ont participé au module collectif. Dans le même registre, le service Antigone a été sollicité par le Service de Réparation Pénale de l'Association REALISE pour animer un atelier de sensibilisation. Le service est intervenu à 10 reprises pour 147 participants.

	Dispositif	Réunions – Séances - rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	France Addition	1	2	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		1	2	Chef de Service
Intervention Module drogue et société		5	10	Travailleur social référent
Préparation des stages	SSJ ANNE REALISE	2	4	Chef de Service
Intervention Module drogue et société		10	50	Chef de Service
Total		19	68	

3.7 Actions collectives de prévention

	Dispositif	Réunions – Séances – Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité des intervenants
Intervention Garantie Jeune	Mission Locale de Nancy	38	152	Travailleur social référent
Nancy Jazz Pulsation	Tous publics	3	12	Travailleur social référent
Intervention collective en milieu scolaire	Forum ado	1	3	Travailleur social référent
Ateliers soirées lieux de vie	Foyers - MECS	9	40	Travailleur social référent
Total		51	207	

Le service est intervenu auprès de 212 jeunes de la Mission Locale de Nancy dans le cadre de 56 réunions tout au long de l'année 2023. Il s'agit de proposer un espace d'information sur les conduites addictives (stupéfiants, alcool, mais aussi internet et les nouvelles technologies) qui représentent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

Les interventions en milieu scolaire restent marginales dans l'activité du service.

L'action de prévention des risques auprès des publics du Festival Nancy Jazz Pulsation s'est poursuivie en 2023. L'éducatrice spécialisée a animé un stand de prévention en partenariat avec d'autres associations au cours de trois soirées.

En outre, le service a organisé 9 soirées de prévention à destination des jeunes hébergés en foyers et MECS protection de l'enfance.

3.8 Accompagnements sociaux

	Dispositif	Effectif	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenants
Accompagnement démarches médicosociales	Prévention des addictions auprès des adultes et jeunes adultes	18	90	Travailleur social référent

Le service a accompagné 18 personnes dans le cadre d'un projet d'accompagnement pour réduire les conséquences des consommations sur les aspects administratifs et sociaux (logement, travail, etc...).

La durée de suivi varie selon l'investissement de la personne et la nature des difficultés à traiter. Pour 70% d'entre elles, la durée de prise en charge se situe entre 3 à 12 mois ponctuée d'entretiens mensuels. L'action de l'éducatrice consiste à aider la personne à prioriser les questions urgentes (budget, logement, professionnel, etc...) puis mobiliser les dispositifs de droits communs susceptibles de répondre aux besoins sociaux identifiés. Lorsque la consommation a un impact sur la santé, elle accompagne la personne dans un parcours de soins (médecin traitant, service spécialisé, etc...).

3.9 Observatoire des pratiques addictives

Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Observatoire des pratiques	Hebdomadaire	20	Travailleur social référent
Bilan appel à projet et évaluation	Annuel	4	Chef de service
Gestion et administration des dossiers	Quotidienne	70	Travailleur social référent
Total		94	

Depuis 2005, Antigone met en place un recueil des données descriptives et anonymes des personnes reçues en entretien individuel. Cette base d'information permet d'observer les évolutions dans les pratiques de consommation sur les territoires d'interventions et de définir des profils actualisés de consommateurs. Cet observatoire est en outre utilisé pour mettre à jour les informations utilisées dans les interventions collectives et individuelles.

3.9.1 Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement

3.9.1.1 Les données sociodémographiques

Les personnes reçues majoritairement sont des hommes avec 97% en 2023 contre 80% en 2022. Les personnes résidant sur l'agglomération nancéienne représentent 90% de la file active.

3.9.1.2 Les typologies des consommations

Le tabac, l'alcool et le cannabis sont les principaux produits consommés. Si la consommation d'alcool reste importante chez les personnes reçues en 2023, une majorité déclare ne pas consommer en dehors des temps festifs. Toutes les personnes rencontrées déclarent être fumeur de tabac actif.

3.9.1.2.1 Tabac

Toutes les personnes rencontrées déclarent être fumeur actif.

	2023	2022
1 à 5 cigarettes/jour	5%	10%
6 à 10 cigarettes/jour	40%	28%
11 à 20 cigarettes/jour	35%	38%
+ de 20 cigarettes/jour	20%	24%

3.9.1.2.2 Alcool

Si la consommation d'alcool reste importante chez les personnes reçues en 2023, une majorité déclare ne pas consommer en dehors des temps festifs.

3.9.1.3 La perception du vécu du consommateur de cannabis

Les entretiens individuels mettent en évidence que 35% des personnes reçues présentent les signes d'une dépendance (incapacité à se projeter dans l'avenir sans consommer, consommation quotidienne, etc...). De même, une personne sur cinq explique une consommation problématique avec des conséquences plus ou moins importantes sur la santé, la vie professionnelle et/ou familiale.

	Non-usage*	Usage	Usage nocif	Dépendance
Diagnostic professionnel	28%	28%	26%	18%
Diagnostic usager	28%	35%	25%	12%
Différentiel	-	-7	+1	+6

*Au moment de l'entretien

3.9.1.4 Les propositions d'orientation

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels. Au total, 50 personnes (PJJ, Mission Locale de Nancy, délégués du Procureur...) ont été reçues en entretien individuel et 18 d'entre elles se sont engagées dans un accompagnement avec le référent addiction du service.

Conseil d'orientation	Effectif	Fréquence 2023	Fréquence 2022
	(n=66)		
Consultation tabacologie	16	24%	13%
Consultation cannabis	11	16%	6%
Médecin de ville	29	44%	42%
Centre de soins - CSAPA	11	16%	14%

3.10 Perspectives 2024

Le service est sollicité dans le cadre d'une réflexion portée par des professionnels du pôle en faveur de la réduction des risques et des dommages en direction des usagers du Pôle CHRS et Santé (volet alcool notamment).

4 FORMATIONS EN 2023

Fonction	Formation	Durée en heure	Durée par métier
Chef de Service Educatif	SRA GRAND EST : Nouvelle évaluation des ESSMS : Comprendre la nouvelle et s'y préparer Niveau 1	8	8
IDE de prévention	INFIIP : Le professionnel face au deuil	14	28
	INFIIP : Premiers secours en santé mentale	14	
Travailleurs sociaux	FORUM REFUGIES : Géopolitique des femmes africaines	14	42
	FETE : Addictions	14	
	FRANCE TERRE D'ASILE : Droits des étrangers	14	
Total			78

Conclusion

Nous constatons que les usagers trouvent au sein des services médico-sociaux du Pôle un espace qui s'adapte aux spécificités des personnes ayant vécu à la rue, atteintes de pathologies plus ou moins chroniques, souvent en situation de consommations actives ou passées de substances diverses, et atteintes de maladies psychiques, ou de troubles du comportement, que la vie à la rue et leur propre histoire de vie, a majoré.

Accompagner le projet de vie des usagers, c'est aussi s'ouvrir aux partenaires, afin de pouvoir trouver d'autres espaces qui répondent également aux aspirations des usagers. La vie au sein d'une institution n'est pas toujours souhaitée et souhaitable. Ces démarches impliquent de communiquer pour faciliter la compréhension des parcours et des situations des personnes accueillies sans la stigmatisation et les préjugés. Nous avons présenté dans le rapport d'activités du Pôle différentes situations qui mettent en lumière que les sorties des établissements vers l'inclusion sont jalonnées de réussite, sous condition, que l'ensemble des acteurs se coordonne au bénéfice des usagers, et en dépassant les représentations que nous pouvons nous forger à priori.